QUESTIONS DE SCIENCE ECCLÉSIASTIQUE

NOUVEAU CODE DE DROIT CANONIQUE ET THÉOLOGIE MORALE

I

DU MINISTRE DE LA PÉNITENCE (suite)

b) *Confesseur extraordinaire commun ou habituel.* — On donnera à chaque communauté religieuse un confesseur extraordinaire qui devra se rendre à la maison religieuse au moins quatre fois par année, et à qui toutes les religieuses devront se présenter au moins pour recevoir sa bénédiction. (Canon 521, parag. 1.)

(a) Le confesseur extraordinaire, dont il est ici question, est le confesseur normal, régulier, obligatoire, à la fois dans ce sens qu'il doit se présenter sans qu'on le demande et que toutes les religieuses doivent se présenter à lui, aux époques déterminées, généralement à l'époque des quatre-temps ; confesseur unique comme le confesseur ordinaire dont sa présence interrompt le ministère. Il semble cependant qu'on puisse entendre aussi du confesseur extraordinaire les exceptions faites pour le confesseur ordinaire ; un Ordinaire ne dépasserait pas son droit, ce nous semble, s'il accordait plusieurs confesseurs extraordinaires aux couvents qui ont déjà plusieurs confesseurs ordinaires.

(b) La loi qui concerne le confesseur extraordinaire est formulée à très peu près dans les termes qu'avait employés le concile de Trente (Sess. XXV, chap. 19), et qu'avaient conservés tant Benoît XIV, dans la constitution *Pastoralis curæ*, que les *Normæ* art. 143, et le décret *Cum de sacramentalibus*, art. 3. La seule nuance appréciable entre les différents textes est que le concile de Trente imposait aux Ordinaires d'offrir aux religieuses le confesseur extraordinaire *deux ou trois fois par an*, que les *Normæ* disaient : *deux ou trois fois par an, ou plus souvent*, et que le décret *Cum de Sacramentalibus* disait seulement : plusieurs fois par an, tandis que le Code dit : au moins quatre fois par an. — Mais la pratique assez générale veut que les confesseurs extraordinaires se présentent aux quatre-temps ; toutefois le droit ne fait cette précision, qu'il laisse aux règlements diocésains ou aux constitutions des familles religieuses.

(c) Enfin, le droit s'adresse plutôt au confesseur en lui imposant de se rendre au couvent et d'entendre toutes les religieuses. Mais la liberté pour les religieuses de ne pas faire leur confession au confesseur extraordinaire, déjà nettement formulée par Benoît XIV, dans sa constitution *Pastoralis curæ*, est depuis lors admise par tous sans discussion. Aussi le Code dit que toutes